



COMMUNIQUE

PROJET DE BUDGET 2011 Une étape supplémentaire contre l'intérêt général

Le Projet de loi de Finances 2011, présenté hier au Conseil des Ministres, confirme et amplifie les choix du Président de la République et du Gouvernement : faire payer la crise à la majorité de la population qui en est pourtant la victime, favoriser les plus riches, satisfaire le MEDEF, affaiblir et instrumentaliser les services publics.

Avec le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale et celui sur les retraites, il constitue un ensemble cohérent, porteur de nouvelles et lourdes régressions sociales.

Une fois de plus, la Fonction publique – dans ses 3 versants – et ses agents sont aux premières loges de cette politique de démantèlement.

Moyens globalement à la baisse, nouvelles et graves amputations budgétaires pour l'Etat, contraintes insupportables sur les collectivités, constituent les orientations majeures de ce PLF 2011.

S'agissant des emplois dans la Fonction publique de l'Etat, les suppressions massives sont plus que jamais à l'ordre du jour, avec un affichage de plus de 31.000 postes en moins. Depuis 2002, ce sont en réalité plus de 200.000 emplois qui auront été rayés de la carte. Les conséquences en sont très graves, tant pour la qualité du service public rendu que pour les conditions de travail des agents.

L'UGFF – CGT, qui fait le choix de l'intérêt général, du progrès social pour tous, du développement des services publics solidaires, condamne et combat cette politique d'austérité dévastatrice.

**Ces enjeux fondamentaux seront aussi au cœur de notre démarche et de nos revendications
les 2 et 12 octobre.**

Montreuil, le 30 septembre 2010